TABLE DES MATIÈRES

Numéros	Pages
Table des matières	1
Inhoud	13
Table alphabétique	25
Zaakregister	33
Table des décisions citées	41

<p>CHAPITRE I LE PHÉNOMÈNE DE L'ARBITRAGE</p>

SECTION I
Principes généraux

§ 1. — *L'arbitrage comme mode volontaire
de règlement des litiges*

1. Définition	45
2. Rappel d'ordre historique	45
3. Un nouveau cadre légal	46
4. L'option des parties pour un autre mode de règlement des différends	46
5. L'originalité de l'institution	47

§ 2. — *La nature juridique de l'arbitrage*

6. Une controverse dépassée	48
7. L'acte de juridiction	48
8. L'autorité de la chose jugée	48
9. Un concept voisin : l'arbitrage contractuel	49

§ 3. — *L'arbitre et la fonction juridictionnelle*

10. L'arbitre juge	49
11. Une justice privée et temporaire	50

SECTION II
L'arbitrage face à des institutions voisines

§ 1. — *L'arbitrage forcé*

12. Caractère exceptionnel	50
13. L'arbitrage fiscal (enregistrement et succession)	51
14. Un cas controversé : la fixation du revenu cadastral	51

§ 2. — *L'expertise*

15. Une mesure judiciaire d'instruction	52
16. L'expertise amiable	53

Numéros	Pages
<i>§ 3. — L'avis obligatoire</i>	
17. Un cadre contractuel de prévention des litiges	53
18. Principales caractéristiques de l'institution	54
19. L'expertise irrévocable	55
20. Avis obligatoire et « arbitrage de qualité »	55
<i>§ 4. — L'adaptation d'un contrat</i>	
21. Force majeure et imprévision	56
22. Un mode de régulation des rapports contractuels	56
<i>§ 5. — La transaction</i>	
23. Caractéristique de l'institution	57
24. Les distinctions entre la transaction et l'arbitrage	58
25. Les points de convergence	59
<i>§ 6. — Conciliation et médiation</i>	
26. Un mode non juridictionnel de règlement de litiges	59
27. L'approche des institutions spécialisées	60
28. Un engagement contractuel	60
29. Le couple médiation-arbitrage	61
<i>§ 7. — Le mini-trial</i>	
30. Une méthode de gestion des litiges	62
31. Traits essentiels de cette procédure	62
32. Appréciation	63
<i>§ 8. — L'attribution de juridiction</i>	
33. Fondement et but	63
34. Clause de juridiction et clause d'arbitrage	64
SECTION III	
L'arbitrage professionnel et sportif	
35. Un problème de qualification : arbitrage volontaire ou arbitrage forcé ?	64
36. Un problème de validité	65
37. Une nouvelle approche	65
38. L'arbitrage dans le monde du sport	66
39. Les exigences de l'arbitrage sportif	67
SECTION IV	
Rôle et utilité de l'arbitrage	
<i>§ 1. — Les avantages de l'institution</i>	
40. Les raisons du recours à l'arbitrage	68
41. L'esprit de l'arbitrage	68
42. Appréciation générale face aux juridictions étatiques	69
<i>§ 2. — Les contraintes de l'institution</i>	
43. Le coût d'une justice privée	70
44. Les raisons de quelques défaveurs	70
45. Clause arbitrale et abus	71

Numéros	Pages
---------	-------

CHAPITRE II
L'ARBITRAGE INSTITUTIONNEL

SECTION I

Choix d'une institution permanente d'arbitrage

§ 1. — *Le règlement d'arbitrage*

46.	Le silence du Code judiciaire	72
47.	Qu'est-ce qu'un règlement d'arbitrage ?	72
48.	Les avantages d'une clause-type d'arbitrage institutionnel	73
49.	L'adhésion à un règlement d'arbitrage	73
50.	Diversité des institutions, diversité des règlements	74

§ 2. — *Bref éclairage sur quelques centres d'arbitrage*

51.	L'arbitrage institutionnel en Belgique	75
52.	Le rattachement national ou international des centres d'arbitrage	75
53.	La Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI	76
54.	Centres d'arbitrage à vocation sectorielle	76

SECTION II

Responsabilité et rôle des institutions arbitrales

§ 1. — *Une mission de nature contractuelle*

55.	Énoncé du principe	77
56.	Absence de pouvoir juridictionnel	78
57.	Responsabilité du centre d'arbitrage	78

§ 2. — *La saisine de l'institution*

58.	Les modalités de la saisine	79
59.	La constitution du tribunal arbitral	80
60.	La récusation des arbitres	80
61.	Une faculté : l'arbitre d'urgence	81

§ 3. — *L'acte de mission d'arbitre*

62.	Définition de l'acte de mission	82
63.	Nature de l'acte de mission	82
64.	Utilité de l'acte de mission	83

§ 4. — *La supervision de l'instance arbitrale*

65.	L'administration de la justice arbitrale	84
66.	Le rôle d'accompagnement du centre d'arbitrage	84
67.	Appréciation générale	85

CHAPITRE III
LA CONVENTION D'ARBITRAGE

SECTION I

Forme et contenu

§ 1. — *Existence d'une contestation de droit privé*

68.	La résolution d'un différend, actuel ou éventuel	86
69.	Les exigences légales	86

Numéros	Pages
<i>§ 2. — Forme de la convention d'arbitrage</i>	
70. Une innovation majeure	87
71. Quelques illustrations	88
72. Une autre option en matière d'arbitrage international	89
<i>§ 3. — Contenu de la convention d'arbitrage</i>	
73. L'objet du différend	89
74. Les raisons de quelques recommandations	90
75. Le nombre et le nom des arbitres	90
76. La détermination des règles de la procédure arbitrale	91
77. Le choix de la langue	91
78. Le lieu de l'arbitrage	92
79. Le droit applicable	93
80. L'amicable composition	93
<i>§ 4. — Comment introduire et rédiger une clause d'arbitrage ?</i>	
81. Les vertus de la clause d'arbitrage	94
82. La clause pathologique	94
83. Les difficultés dans la mise en place du tribunal arbitral	95
SECTION II Qui peut conclure une convention d'arbitrage ?	
<i>§ 1. — Les personnes morales de droit public</i>	
84. La règle de l'article 1676, § 3 du Code judiciaire	96
85. Une heureuse évolution	96
<i>§ 2. — Les personnes incapables</i>	
86. Principe de base	97
87. Le mineur	97
88. Les personnes protégées	98
89. L'héritier bénéficiaire	98
90. Le failli	98
91. Le débiteur sous réorganisation judiciaire	99
92. Le cas particulier des époux	99
<i>§ 3. — Le pouvoir des représentants</i>	
93. Les parents d'enfants mineurs	100
94. Le tuteur du mineur	100
95. Le cas des administrateurs provisoires	100
96. Le curateur à la faillite	101
97. Le curateur d'une succession vacante	102
98. L'envoyé en possession des biens d'un absent	102
99. Le mandataire conventionnel	102
100. Avocats et notaires	103
<i>§ 4. — Le pouvoir des organes des sociétés</i>	
101. Illustrations : les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée	103
102. Le liquidateur d'une société commerciale	104
103. La société momentanée	104
104. Association sans but lucratif	104

Numéros		Pages
SECTION III		
Objet de la convention d'arbitrage		
<i>§ 1. — Quand l'arbitrage est-il exclu ?</i>		
105.	Principes de base	104
106.	Exclusion des causes de nature extrapatrimoniale	105
107.	Exclusion des matières faisant l'objet de compétences exclusives	105
108.	Autres applications	106
109.	Matières relevant du tribunal du travail	106
110.	Contentieux de l'assurance	107
<i>§ 2. — L'espace notarial</i>		
111.	Le rôle du notaire	108
112.	Les conventions matrimoniales	108
113.	Les conventions préalables à divorce	108
114.	Les successions, indivisions et partages	109
115.	La copropriété	109
116.	L'acte de vente	110
117.	Les baux	111
118.	Les sociétés	112
119.	(suite) — La cession forcée de titres	113
120.	(suite) — Les conventions d'actionnaires ou d'associés	113
121.	Le crédit hypothécaire	114
122.	Les domaines bancaires et financiers	114
<i>§ 3. — Arbitrage et droit économique</i>		
123.	Arbitrage et concessions de vente	115
124.	Le droit de la concurrence	116
125.	L'arbitrage dans le droit communautaire	116
126.	Le droit de la consommation	118
127.	Les brevets	118
128.	Les marques	119
129.	Les dessins, modèles et droits d'auteur	119
SECTION IV		
Mise en œuvre de la convention d'arbitrage		
<i>§ 1. — L'exception d'arbitrage</i>		
130.	Le déclinatoire de juridiction	120
131.	Nature du déclinatoire	120
132.	Conditions du déclinatoire	121
133.	La renonciation à la convention d'arbitrage	121
<i>§ 2. — L'autonomie de la convention d'arbitrage</i>		
134.	Le principe d'autonomie	122
135.	La règle de compétence-compétence	122
136.	Les balises du Code judiciaire	123
<i>§ 3. — L'arbitre et les mesures provisoires</i>		
137.	L'article 1683 du Code judiciaire	123
138.	Les modalités d'une coexistence	124
139.	La plus-value du juge ordinaire	125
140.	La règle de l'article 1691 du Code judiciaire	126
141.	Le référé arbitral des centres spécialisés	126

Numéros	Pages
<i>§ 4. — Les effets de la convention d'arbitrage</i>	
142. La relativité de la clause d'arbitrage	127
143. Litispendance et connexité	128
144. L'indivisibilité	128
145. L'action en garantie	129
146. Déclaration de jugement commun	129
147. L'arbitrage multipartite	129
<i>§ 5. — L'extinction de la convention d'arbitrage</i>	
148. Règle générale.	130
149. Causes particulières d'extinction	130

CHAPITRE IV
LE TRIBUNAL ARBITRAL

SECTION I
Choix des arbitres

§ 1. — Qui peut être arbitre ?

150. Les exigences de la fonction	131
151. Compétence et qualification de l'arbitre	132
152. Le choix de « l'arbitre-partie ».	132
153. Le cas du juge étatique	133
154. Les autres options des parties.	133
155. Arbitrage et fonction notariale.	134

§ 2. — Le statut de l'arbitre : sa nature et ses exigences

156. Un contrat <i>sui generis</i> lie l'arbitre aux parties	135
157. Déontologie de l'arbitrage.	135
158. L'arbitre face à une instance judiciaire	136
159. Responsabilité de l'arbitre : énoncé des principes	136
160. Cas d'application	137
161. La limitation de responsabilité.	138
162. Honoraires de l'arbitre	138
163. La créance d'honoraires des arbitres	139

§ 3. — La désignation des arbitres

164. La composition du tribunal arbitral	140
165. L'égalité des parties	140
166. Désignation de l'arbitre par un tiers	141
167. Les mécanismes de l'article 1685, § 3 du Code judiciaire	141
168. Les conséquences de la nomination d'arbitres	142

SECTION II
Mission des arbitres

§ 1. — Les contingences de la procédure

169. Acceptation de la mission	142
170. Refus et déport de l'arbitre.	143
171. Décès ou empêchement de l'arbitre	143
172. Durée de la mission	143
173. Extinction volontaire de la mission d'arbitre	144
174. Conséquence de l'extinction de la fonction arbitrale	144

Numéros	Pages
<i>§ 2. — La récusation de l'arbitre</i>	
175. Principes de base	144
176. Causes de récusation	145
177. L'obligation de révélation	146
178. Procédure de récusation	146
179. Effets de la procédure de récusation	146
SECTION III	
Pouvoirs des arbitres	
<i>§ 1. — Les pouvoirs dérivant de la convention d'arbitrage</i>	
180. Les limites de la juridiction	147
181. Applications	147
<i>§ 2. — L'arbitrage et les demandes incidentes</i>	
182. Demandes nouvelles	148
183. Demandes reconventionnelles	148
184. Illustrations	149
185. L'intervention d'un tiers	150
<i>§ 3. — L'arbitre et la règle de droit</i>	
186. Application de la norme juridique	150
187. La contrainte de l'ordre public et des règles impératives	151
<i>§ 4. — Les pouvoirs d'amiable compositeur</i>	
188. La nouvelle approche du Code judiciaire	152
189. La mission de l'amiable compositeur	152
190. Amiable composition, fond du droit et ordre public	153
191. L'amiable compositeur et les règles de procédure	154
192. L'équité sans amiable composition	154
193. Utilité et appréciation de la clause d'amiable composition	155
<i>§ 5. — Les pouvoirs de l'arbitre en tant que juge</i>	
194. La règle de base	156
195. La recevabilité des preuves	157
196. L'enquête	157
197. L'expertise	157
198. La descente sur les lieux	158
199. La comparution personnelle des parties	159
200. Le serment	159
201. La production de documents	159
202. La vérification d'écritures	160
203. La réouverture des débats	160
204. L'astreinte	160
205. Les questions préjudicielles	161

CHAPITRE V

LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE ARBITRALE

SECTION I

L'introduction de l'instance

206. L'article 1702 du Code judiciaire	161
207. Forme et effet de la communication	162

Numéros	Pages
208. La demande devant un centre d'arbitrage	163
SECTION II	
La procédure devant le tribunal arbitral	
<i>§ 1. — L'autonomie des parties</i>	
209. Une liberté partagée	163
210. Une valeur ajoutée : l'article 1699 du Code judiciaire	163
<i>§ 2. — Pouvoirs des arbitres</i>	
211. Énoncé du principe	164
212. Limites aux pouvoirs de l'arbitre	165
<i>§ 3. — Langue et lieu de l'arbitrage</i>	
213. Point de référence : la convention d'arbitrage	165
214. Choix de la langue de l'arbitrage par l'arbitre	165
215. Choix du lieu de l'arbitrage par l'arbitre	166
SECTION III	
L'audience arbitrale	
<i>§ 1. — La comparution des parties</i>	
216. Mode de convocation	167
217. Mode de comparution	167
218. L'absence de « défaut » arbitral	168
<i>§ 2. — Les débats devant l'arbitre</i>	
219. Procédure écrite ou orale	168
220. Huis clos des débats	169
<i>§ 3. — La production des mémoires et des pièces</i>	
221. Devoir de communication des parties	170
222. Modalités de la communication	170
<i>§ 4. — L'éthique de la procédure arbitrale</i>	
223. La dénonciation des irrégularités de la procédure	171
224. L'arbitre et la Convention Européenne des Droits de l'Homme	171
SECTION IV	
Les délais de la procédure arbitrale	
225. Durée de l'instance arbitrale	172
226. Suspension de la procédure	173
227. Prorogation du délai	173
228. Deux modulations	174
SECTION V	
L'accord des parties en cours de procédure	
229. L'existence d'une alternative	174
230. L'exécution de la sentence d'accord-parties	175

Numéros	Pages
<p>CHAPITRE VI LA SENTENCE ARBITRALE</p>	
<p>SECTION I Considérations générales</p>	
231.	175
232.	175
233.	176
234.	176
235.	177
236.	177
<p>SECTION II Rédaction de la sentence arbitrale</p>	
237.	178
238.	178
239.	179
240.	179
<p>SECTION III Motivation de la sentence arbitrale</p>	
241.	180
242.	180
<p>SECTION IV Communication de la sentence arbitrale</p>	
243.	181
244.	182
245.	182
<p>SECTION V Les vertus de la sentence arbitrale</p>	
246.	182
247.	183
248.	184
249.	184
<p>SECTION VI Les nouveaux parcours de la sentence arbitrale</p>	
250.	184
251.	185
252.	185
<p>SECTION VII Exécution de la sentence arbitrale</p>	
<p>§ 1. — <i>Examen préalable de quatre hypothèses</i></p>	
253.	186
254.	186
255.	186
256.	187

Numéros	Pages
<i>§ 2. — L'exécution forcée de la sentence arbitrale</i>	
257. Conditions préalables	187
258. La demande d'exequatur	188
259. La mission du juge de l'exequatur	189
260. L'enregistrement des sentences arbitrales exequaturées	189
261. L'appel d'un jugement du tribunal de première instance ou du tribunal de commerce, soumis à l'arbitrage	190

<p>CHAPITRE VII LES RECOURS EN MATIÈRE D'ARBITRAGE</p>
--

SECTION I

L'appel devant d'autres arbitres

262. Absence d'appel, sauf convention contraire	190
263. Le corollaire de l'article 1716 du Code judiciaire	191

SECTION II

Les recours au stade de l'exequatur

264. Le recours du requérant originaire	191
265. Le recours contre la décision accordant l'exécution forcée	191
266. Décision d'exequatur : la qualité de la partie opposante	192
267. Deux situations particulières	192

SECTION III

Le recours en annulation*§ 1. — La procédure d'annulation*

268. Bref cliché de la loi du 24 juin 2013	193
269. Le délai et la recevabilité de la demande en annulation	193
270. Les effets de la demande en annulation	194
271. Le sauvetage de la sentence	194

*§ 2. — Trois causes d'annulation
peuvent être soulevées d'office*

272. La non-« arbitrabilité » du litige	195
273. La contrariété à l'ordre public	195
274. La sentence obtenue par fraude	195

*§ 3. — L'exigence de la preuve
des causes d'annulation*

275. L'incapacité d'une partie ou l'absence de convention d'arbitrage valable	196
276. Les trois hypothèses de l'article 1717, § 3, a), ii), du Code judiciaire	196
277. Un différend non visé par la convention d'arbitrage	197
278. L'absence de motivation	197
279. Irrégularité de la constitution du tribunal arbitral ou de la procédure	197
280. L'excès de pouvoirs	198

§ 4. — La renonciation à l'action en annulation

281. Le droit à l'exercice de l'annulation	198
282. La renonciation à l'action en annulation	199

Numéros	Pages
---------	-------

CHAPITRE VIII
LES HORIZONS DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

SECTION I

L'approche du législateur belge§ 1. — *Les principes de base*

283.	Les choix du Code judiciaire	199
284.	Le régime d'exécution des sentences	200

§ 2. — *Le droit commun de l'exécution des sentences*

285.	La portée des règles du Code judiciaire	200
286.	Le refus d'exécution des sentences étrangères	201
287.	Les voies de recours	201

SECTION II

Les conventions internationales§ 1. — *Approches préliminaires*

288.	Les conventions bilatérales	202
289.	L'arbitrage : un grand absent du droit communautaire	202

§ 2. — *Une étape majeure : la Convention de New-York du 10 juin 1958*

290.	Collaboration internationale avec les juges nationaux	202
291.	La procédure d'exequatur	203
292.	Le refus d'office de l'exequatur	203
293.	Le refus d'exequatur à la demande de la partie défenderesse	204
294.	Le sursis à statuer sur la demande d'exequatur	205

§ 3. — *La Convention de Genève du 21 avril 1961*

295.	L'objet de la Convention	205
296.	L'article IX de la Convention : l'annulation de la sentence dans un État contractant	206

SECTION III

Les traits de l'arbitrage commercial international§ 1. — *Retour aux sources*

297.	Un bref regard en direction de la France	207
298.	Les incidences de la mondialisation de l'économie	207
299.	Les sources nationales et internationales	208
300.	Les sources d'origine privée	209
301.	La jurisprudence arbitrale	210
302.	Institutionnalisation et autonomie de l'arbitrage international	210

§ 2. — *Quelques aléas du droit international de l'arbitrage*

303.	La relocalisation de l'exécution d'une sentence	212
304.	L'exécution d'une sentence annulée dans son pays d'origine	212

SECTION IV

Le parcours d'un arbitrage commercial international§ 1. — *Deux choix préalables*

305.	Le lieu de l'arbitrage international	213
306.	La langue de l'arbitrage international	214

Numéros	Pages
<i>§ 2. — Le droit applicable</i>	
307. Principe : détermination du droit applicable par les parties	215
308. À défaut, détermination du droit applicable par l'arbitre.	216
<i>§ 3. — La procédure</i>	
309. L'autonomie des règles de procédure.	217
310. L'utilité du choix préalable d'une loi de procédure	218
SECTION V	
Quelques thèmes de jurisprudence arbitrale et de doctrine	
<i>§ 1. — Examen de quelques fondamentaux</i>	
311. L'autonomie de la convention d'arbitrage	219
312. Bonne foi et coopération entre parties.	220
313. L'allégation tardive de la prohibition de compromettre	221
<i>§ 2. — Libertés et contingences de l'arbitre international</i>	
314. La lex Mercatoria.	222
315. L'ordre public international	224
316. Les contraintes de l'ordre public procédural	225
317. L'arbitre international face aux lois d'application immédiate	226
318. L'arbitre international face à l'extraterritorialité	227
SECTION VI	
Quelques perspectives : morceaux choisis	
319. L'arbitrage multipartite	227
320. Un exemple d'investissement étranger : l'industrie hôtelière	228
321. L'arbitrage dans le domaine de l'environnement	229
Bibliographie	231
Textes légaux et règlements d'arbitrage	247
— Code judiciaire, articles 1676 à 1722	247
— Règlement d'arbitrage du CEPANI (e.v. le 1 ^{er} janv. 2013)	264
— Règlement du mini-trial du CEPANI	296
— Règlement d'arbitrage de la CCI (e.v. le 1 ^{er} janv. 2012)	308
Formulaire (à paraître)	